

31 05 11 SO

Changement de tête, mais pas de politique

Le socialiste François Maïtia succède à l'UMP Max Brisson à la présidence de l'Office public de la langue basque. Une succession « dans la continuité ».



François Maïtia, avec la directrice de l'OPLB, Bernadette Soulé. PHOTO JEAN-DANIEL CHOPIN

Fraîchement élu, pour six ans, président de l'Office public de la langue basque, François Maïtia, vice-président socialiste du Conseil régional, a tenu à bien préciser la raison pour laquelle il avait été choisi pour occuper ce poste. Rien à voir, dit-il au siège de l'OPLB, à Bayonne, avec le changement de majorité au Parlement de Navarre. « Dès la création de l'OPLB, le principe d'une présidence tournante a été retenu. Après le Conseil général, représenté par Max Brisson, c'est, tout naturellement, à un représentant du Conseil régional qu'il revenait. Je siége au nom d'Alain Rousset. Et, après moi, ce sera un représentant du Syndicat pour la culture basque, l'État n'ayant pas souhaité prendre son tour. »

François Maïtia a clairement placé son mandat dans la continuité de celui de Max Brisson auquel il a rendu un hommage appuyé. Aux côtés de deux socialistes, le conseiller général UMP de Biarritz-Ouest est désormais vice-président de l'OPLB, plus particulièrement chargé des questions liées à l'enseignement. Entre l'ancien et le nouveau président, deux hommes à la sensibilité politique opposée il n'y a pas, sur le terrain de la promotion et du développement de l'euskara, l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette.

« Une logique a-partisane »

« Max Brisson a surpris son monde en s'impliquant corps et âme au service de la langue basque, a déclaré François Maïtia. Il s'est avéré un excellent président. La création de cet outil s'est faite dans un très bon climat et, en tant que premier vice-président, j'ai contribué au recrutement d'une remarquable équipe technique. Ma présidence ne s'inscrira pas sous le signe d'un changement de politique mais sous le signe de la

continuité, de la recherche permanente du consensus. La logique de l'OPLB est une logique a-partisane. »

Comme Max Brisson l'avait fait avant lui, François Maïtia a tenu à délimiter le rôle de cet organisme dont il est désormais le président, notamment vis-à-vis de revendications comme la légalisation de la langue basque. « En tant que militant politique, j'encourage mon parti à faire des propositions de loi, à prôner un encadrement législatif. Mais ici nous sommes dans un autre registre. Nous voulons faire la preuve que la langue basque a sa place au quotidien, même si elle ne fait pas l'objet d'une législation spécifique. Le rôle de l'OPLB n'est pas de s'inscrire dans une mobilisation étroite pour la légalisation. »

Le nouveau président juge, en revanche, nécessaire de poursuivre la recherche de partenariats, officialisés par des conventions.

« La première présidence a été celle de l'encouragement à la transmission de la langue basque. Je voudrais placer plutôt celle-ci sous l'angle du développement des usages. Il faut maintenir un appétit important pour la langue basque. C'est en l'utilisant au quotidien qu'elle sera encore plus rayonnante. » Développer cet usage dans les administrations, les grands services publics, les loisirs des jeunes, c'est la tâche à laquelle le nouveau président va s'atteler avec son équipe, dirigée par Bernadette Soulé.

François Maïtia a plus particulièrement mentionné deux dossiers sur lesquels il va se pencher en priorité.

Former les agents

Tout d'abord la formation des personnels territoriaux à laquelle 46 700 euros seront consacrés en 2011. 67 agents pourront ainsi apprendre la langue basque. « Nous intervenons pour la moitié du coût de formation des Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem). Et pour les autres agents on finance un tiers du montant de la formation. »

Connaissant François Deluga, député-maire du Teich, en Gironde, et président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) François Maïtia espère obtenir que cet organisme prenne en charge la formation linguistique des personnels territoriaux.

Autre chantier : l'acquisition de livres et autres supports en langue basque. Jusqu'à présent, ils étaient fournis directement par le Gouvernement basque d'Euskadi, et l'OPLB se chargeait ensuite de les distribuer. Mais les libraires étaient exclus de la chaîne, ce qui ne sera plus le cas désormais.